

ACTUALITES MOUVEMENT EMMAÛS

EMMAÛS Solidarité

L'Assemblée Générale de l'association s'est tenue le 22 juin 2016 en présence de nombreux adhérents, acteurs de l'association, partenaires associatifs et du Mouvement Emmaüs ainsi que de responsables institutionnels. Madame Emmanuelle Cosse, Ministre du Logement et de l'Habitat Durable, nous a fait l'honneur de sa présence lors de la séquence au cours de laquelle hommage a été rendu à Marc Prévot, à la suite de ses 6 années de présidence.

Le Conseil d'Administration qui a élu le **nouveau Président, Paul Duprez**, est composé comme suit :

- Président : Paul Duprez
- Vice-Président : Marc Prévot
- Vice-Présidente : Françoise Comte-Ricur
- Trésorier : Pierre Casanova
- Trésorière adjointe : Marie-France Eprincharde
- Secrétaire : Maximilien Moulin
- Secrétaire adjointe : Isabelle Marques
- Autres administrateurs : Yves Bucas-Français, Yvan Grimaldi, Antoine Ferré, Mireille Bardolle, Claude Chaudieres, Eric de la Chaise, Thomas Fracapani, Philippe Laurent, Janine le Floch-Fournier, Gisèle Stievenard, Hélène Siliki, Marie-Hélène le Nedic

Il est rappelé que le rapport d'activité 2015 de l'association est disponible sur son site internet : [RAG 2015](#)

EMMAÛS France

- 15/06 : à la suite du Salon 2015, le Président Emmaüs France revient, dans les colonnes de Libération, sur le bilan et les projets du Mouvement, notamment le lancement d'un site pour vendre en ligne les objets récupérés et remis en état par ses compagnons. www.liberation.fr/france/2016/06/15/emmaus-une-vieille-dame-d-une-incroyable-modernite

ACTUALITES MIGRANTS

- 10/06 : le Monde commente le bilan effectué par la préfecture d'Ile-de-France d'une année d'évacuations de campements parisiens. http://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2016/06/10/que-deviennent-les-migrants-evacues-des-campements-parisiens_4946172_1654200.html
- 16/06 : 378 personnes ont été orientées vers une trentaine de centres d'hébergement à la suite de l'évacuation d'un campement sur le boulevard de la Chapelle.
- 20/06 : à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés, 87 associations, dont Emmaüs France, Emmaüs Solidarité, la FAP et la FNARS, appellent à « un traitement digne et respectueux des droits fondamentaux des étrangers en France ».

- 21/06 : un rapport de l'UNICEF s'alarme du sort des migrants mineurs qui transitent en France.
- 23/06 : Selon le dernier rapport du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, le nombre de personnes déracinées dans le monde en 2015, a atteint le seuil historique de 65.3 millions.
- 29/06 : nouvelle opération de mise à l'abri des occupants d'un campement récemment installé sur la voie publique, devant la Halle Pajol (Paris 18ème). Au terme de cette opération, 1.139 personnes ont été orientées vers une soixantaine de centres d'hébergement franciliens, dont 58 vulnérables prises en charge par les services de la Mairie de Paris. A noter qu'à la suite de cette opération, le Maire du 15^{ème} arrondissement ainsi que le Député de la circonscription se sont opposés physiquement à l'accès de migrants à un gymnase réquisitionné pour les héberger temporairement.
- Depuis le 2 juin 2015, et à la suite des 25 opérations, 12.499 offres d'hébergements ont été proposées.
- 30/06 : en visite à Calais, le Défenseur des droits dénonce les conditions de vie des personnes demeurant encore dans la jungle et les qualifie d'« indignes et non respectueuses des droits humains ».
- 30/06 : en application d'une instruction qui vient d'être envoyée aux préfets, l'Etat compte créer 3.000 places d'hébergement supplémentaires pour les migrants, «au plus tard fin septembre».
- 01/07 : un mois après l'annonce d'Anne Hidalgo de créer un "camp humanitaire de réfugiés" à Paris, l'Etat s'engage à travailler aux côtés de la Ville pour ouvrir des "sites de premier accueil" pour les migrants, avant leur orientation sur le reste de la France.

ACTUALITES DU SECTEUR AHI

HEBERGEMENT

14/06 : Pour éviter le recours au dispositif hôtelier qui représente actuellement 40.000 nuitées quotidiennes en Ile-de-France (700 K€/jour), la Caisse des Dépôts et Adoma annoncent un projet d'acquisition, reposant sur un fonds d'investissement privé, de 75 résidences hôtelières.

LOGEMENT

- 17/06 : la Maire de Paris et le Premier ministre signent un accord pour créer 2.000 logements sociaux, à partir de sites parisiens libérés par l'Etat.
- 29/06 : alors que le second volet du projet de loi Égalité et citoyenneté dédié à la "Mixité sociale dans l'Habitat" est débattu à l'Assemblée nationale, le Ministère du Logement rappelle ses priorités, dont l'obligation pour les collectivités d'octroyer au moins 25% des logements sociaux dans les quartiers non prioritaires aux ménages les plus modestes.
- 30/06 : appliqué à Paris depuis août 2015, l'encadrement des loyers devrait être élargi, à partir de 2018, à 8 millions de Franciliens dans 411 communes de petite et grande couronne.
- 04/07 : le Conseil de Paris examine le projet de modification du plan local d'urbanisme visant notamment à accélérer la politique en matière de logements, via des opérations immobilières qui devraient désormais comporter 30 % de logements sociaux dans les zones déficitaires.

PRECARITE

24/06 : dans un communiqué du collectif ALERTE, les associations de solidarité déplorent l'incapacité de l'Etat et des départements à trouver un compromis sur le financement du RSA, allocation qui concerne près 1,7 million de personnes.

DIVERS

- A l'occasion l'assemblée générale du 17 juin - qui marquait son 60^{ème} anniversaire - la Fnars a décidé de changer de nom.
Elle s'appellera désormais la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS).
A noter également lors de cette assemblée l'adoption d'un "nouveau projet fédéral 2016-2021", qui servira notamment de base à la plateforme de propositions qui sera soumise aux candidats à l'élection présidentielle de 2017.
- La région Ile-de-France va quitter Paris pour la Seine-Saint-Denis : la Présidente, annonce, le 1^{er} juillet, la future implantation de l'hôtel de Région à Saint-Ouen.

CE QUI CHANGE AU 1^{er} JUILLET

- À partir de juillet 2016, un plafond de loyer est instauré, au-delà duquel le montant des APL devient dégressif.
- Tiers payant. Les professionnels de santé ont la possibilité d'appliquer le tiers payant partiel (part des dépenses prise en charge par l'Assurance maladie) aux :
 - assurés atteints d'une affection de longue durée ;
 - femmes enceintes qui bénéficient de l'assurance maternité.
- L'ensemble du processus médical d'accès à la contraception devient anonyme et gratuit. Consultations médicales, examens biologiques, c'est toute la démarche pour obtenir une contraception qui est facilitée pour les femmes dès 15 ans.

EMMAÛS SOLIDARITE DANS LES MEDIAS PENDANT CETTE PERIODE

- 28/06 : communiqué de presse de la Ministre du logement et reportage vidéo, suite à l'inauguration du CHRS Quai de Metz. www.logement.gouv.fr/inauguration-du-chrs-quai-de-metz-assurer-un-hebergement-digne-pour-tous
- Dans le cadre de l'évacuation site PAJOL le 29/06, dépêche AFP reprise dans la presse. www.liberation.fr/societe/2016/06/29/evacuation-d-un-campement-de-plus-d-un-millier-de-migrants-a-paris_1462801
- En PJ reportage de la revue de l'atelier (Samu social de Paris) « HABITER LES BOIS », avec zooms sur maraude Bois de Vincennes et site Gravelle.